

Les mesures santé des et les propositions c



La santé reste un sujet majeur pour les Français, et une enquête publiée par BVA Opinion en novembre 2016 révèle ainsi que plus de 80 % d'entre eux la considèrent comme une préoccupation première de leur quotidien, devant les ressources financières ou l'emploi.

EN SAVOIR PLUS



Pour la valorisation des actes de prévention

Il y a urgence à accorder une plus grande importance à la prévention, qui reste en France le parent pauvre de la santé avec seulement 3,2 milliards d'euros qui lui sont consacrés, soit 2% des dépenses de soins contre 3% dans les autres pays de l'OCDE. Laurent Ouazana⁽¹⁾ a présenté une série de 16 recommandations aux candidats à la présidentielle 2017, avec au premier rang la mise en œuvre d'une vraie politique de prévention en santé. « Plus une pathologie est prise en compte tôt, plus on augmente les chances de guérison du patient, et plus on diminue également les coûts pour la collectivité », souligne Laurent Ouazana. Enfin, l'Institut recommande une campagne nationale de collecte de données médicales pour instaurer un radar de bonne santé et diriger certaines populations vers des examens ou analyses.

(1) de l'IPS: Institut de la protection sociale.



Il faut concevoir les politiques de santé comme des politiques de bonne santé et de bien-être.

Benoît Hamon

La France insoumise jim2017.fr

Jean-Luc Mélenchon

« Le remboursement à 100 % par la Sécurité sociale des soins permettrait de faciliter une prise en charge rapide des malades, évitant ainsi une aggravation. Aujourd'hui, un Français sur trois renonce à des soins pour des raisons financières. »

- Rembourser à 100 % les soins de santé prescrits, dont les soins et appareils dentaires, optiques et auditifs, faire baisser le tarif des lunettes et appareils auditifs.
- Abolir les dépassements d'honoraires, renforcer le patient au forfait, créer des centres de santé pratiquant le tiers payant.
- Faire de la prévention et de l'éducation à la santé dès le plus jeune âge en renforçant la médecine scolaire et la PMI (Protection Maternelle Infantile).
- Créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études, afin de pallier l'absence de médecins dans certaines zones.

#HAMON 2017

Benoît Hamon

« En matière de santé, l'État doit informer le citoyen, lui donner accès à l'éducation et limiter l'influence des lobbies qui agissent dans le sens contraire. »

- Instaurer une mission nationale d'accès aux soins, intégrée aux ARS et missionnée pour faciliter l'installation de médecins dans les zones à forte demande.
- Conditionner le conventionnement des médecins à l'installation dans une zone qui n'est pas déjà surdotée.
- Développer le modèle de maisons de santé pluridisciplinaires où les médecins exerceraient en libéral, avec l'appui d'une société de services pour assurer les fonctions comptabilité, gestion et secrétariat.
- Rembourser l'activité sportive prescrite par un médecin pour les malades chroniques.